

Après le succès des manifestations du 9 avril **PRÉPARER L’AFFRONTLEMENT CONTRE LE GOUVERNEMENT ET LE PATRONAT**

BULLETIN NPA RENAULT LE MANS

16 AVRIL 2015

Avec plusieurs dizaines de milliers de manifestants à Paris et dans de nombreuses villes en région, la journée de grève et de manifestations du 9 avril a été un succès. Selon les syndicats, plus de 100 000 manifestants à Paris et près de 200 000 en dehors de Paris. Cela faisait longtemps qu'on n'avait pas vu cela dans les rues de la capitale et de plusieurs grandes villes du pays. Partout, on a retrouvé une même volonté de manifester contre l'austérité, contre la loi Macron, son travail du dimanche et son démantèlement du Code du travail, contre les cadeaux faits aux patrons sans aucune contrepartie. Avec des cortèges dynamiques qui montrent l'existence de nombreuses résistances. Bref, comme l'a confirmé la journée du 9 avril, les luttes, les mobilisations existent !

Mais le gouvernement continue à cogner

Ignorant sa lourde défaite aux élections départementales, le gouvernement a décidé de garder le cap, de poursuivre sa politique de casse sociale et de cadeaux au patronat. La veille de la journée d'action du 9 avril, Valls a même présenté un « plan d'investissements » consistant à offrir 2,5 milliards de plus aux entreprises, après les 42 milliards du « pacte de responsabilité » !

La loi Macron 1, passée sans vote à l'assemblée grâce à l'article 49-3, risque de conduire à des régressions encore plus importantes après son passage au Sénat. La loi Touraine sur la santé va encore dégrader la qualité des soins et accélérer la privatisation de la santé. La loi Rebsamen sur le dialogue social prépare un recul des droits et moyens des Institutions représentatives du personnel (IRP) réellement sans précédent, en s'attaquant notamment aux Comités hygiène sécurité conditions de travail. Sans oublier la préparation de la loi Macron 2 qui prévoit l'extension des « contrats de mission » qui accroîtrait encore la précarité et la multiplication des dérogations à la

durée légale du travail de 35 heures. Et entre deux, une « loi sur le renseignement » qui protégera davantage les exactions des services de renseignements et empiètera toujours plus sur notre vie privée.

Préparer la suite

Si le 9 avril a été un succès, il faut maintenant préparer la suite. Nous savons tous qu'il est impossible de faire plier gouvernement et patrons avec une manifestation, aussi grosse fût-elle. Il faut continuer, amplifier l'action, élargir les mobilisations.

Pour renforcer la confiance dans nos propres forces, de nouvelles journées d'action vont être nécessaires, et notamment une prochaine journée de grèves et de manifestations à l'échelle nationale, assez rapidement, à la mi-mai par exemple, pour rester sur l'élan du 9 avril. Avec l'objectif de préparer une confrontation globale contre toute la politique de ce gouvernement PS-MEDEF.

Les directions syndicales proposent le 1^{er} mai comme perspective. Il faut espérer que cette journée traditionnelle rassemblera beaucoup de monde, mais ce n'est pas une perspective de lutte. Face au patronat et au gouvernement qui ont leur « feuille de route » pour imposer l'austérité, la régression sociale et la répression, les travailleurs ont besoin de leur propre « feuille de route ». Avec un véritable plan d'action qui se donne réellement pour objectif de faire reculer Hollande, Valls et



Gattaz. En s'appuyant sur les secteurs en lutte, qui sont nombreux mais qui restent éparpillés.

Il s'agit de discuter partout, dès maintenant, de la préparation d'une initiative nationale après le 1er mai qui s'inscrit dans un véritable plan de bataille contre le gouvernement et le Medef.

**LE BLOG DU SECTEUR
AUTOMOBILE DU NPA**
Avec les tracts, les infos
essentielles de notre secteur
www.npa-auto-critique.org



RENAULT AVEIRO AU PORTUGAL EN GRÈVE !

L'usine Renault d' Aveiro au Nord du Portugal est en grève. C'est le deuxième plus grande usine automobile du Portugal après celle de Volkswagen. Appelée mercredi 1er avril à la grève pour une durée de 24 heures, plus de 90 % de l'équipe du matin avait cessé le travail. C'est selon les syndicats la grève la plus massive de l'histoire de cette usine. Les revendications portent sur une augmentation de salaires et contre les trop nombreux contrats de travail précaires à durée déterminée, alors que la direction de l'usine propose une augmentation des salaires de 1,5%.

En 2014, Renault au Portugal a connu une augmentation de ses ventes de plus de 35 %, la même croissance que tout le marché automobile dans le pays. L'usine Renault d'Aveiro Renault, qui emploie 1016 salarié(e)s, a produit en 2014 plus de 500 000 boîtes de vitesses destinées à l'exportation pour tout le groupe Renault. Elle avait atteint tous les objectifs de performance fixés pour 2014. Raison de plus pour ne pas supporter plus longtemps l'austérité salariale. Le blocage des salaires passe manifestement mal partout en Europe et c'est bien l'information et la solidarité entre les luttes qui est à l'ordre du jour, chez Renault comme pour toute l'automobile.

SURVEILLANCE GÉNÉRALISÉE : DANGER !

Prétextant l'urgence après les attentats de janvier, le gouvernement a soumis aux députés depuis lundi un projet de loi sur le « renseignement ». Sous couvert de traque contre le terrorisme, il s'agit en fait de donner à l'Etat les moyens de surveiller chacun-e de nous. Les services de renseignement disposeront de moyens sophistiqués (boîtes noires ...) de piéger les visiteurs de site et les internautes à partir de mots clés utilisés pour surfer sur le net. Sans passage obligé par l'autorisation d'un juge garant des libertés. Sous prétexte de « prévention de violences collectives » pourront être surveillés les faits et gestes de militants politiques et syndicaux, de citoyens mobilisés par des causes humanitaires ou environnementales. Tous pistés, tous fichés : il faut faire barrage à ce projet

AVENIR DE LA GRÈCE TOUS CONCERNÉS

En votant Syriza en janvier, les grecs ont dit leur rejet de l'austérité. Mais depuis le gouvernement Tsipras est soumis au chantage suivant : soit il renonce à l'essentiel de ses promesses électorales, soit l'Europe étrangle financièrement la Grèce. Dernier exemple en date : la Banque Centrale Européenne vient de mettre en garde Athènes contre son projet d'interdire la saisie des résidences principales jusqu'à 300.000€. Dans cette stratégie du nœud coulant, Manuel Valls n'est pas en reste.

Dans le journal portugais « Diario Economico » du 10 avril, il exige du gouvernement grec «des réformes plus profondes ». En clair, c'est l'austérité ou rien. On voit ce qui nous attend en France aussi. Comme quoi ici comme en Grèce, on n'en finira pas avec l'austérité seulement par le bulletin de vote.

QUE VIVARTE AILLE SE RHABILLER !

Le PDG du groupe Vivarte (Halle aux vêtements, André, Chevignon...) a été remercié il y a quelques mois avec une prime de 3 millions d'euros.

Et ce sont maintenant les salariés du groupe qui vont payer l'addition : 1600 suppressions d'emplois !

Face à cette vague de licenciement, c'est bien l'interdiction des licenciements qu'il faut imposer à ce patronat qui s'en met plein les poches !

LA GRÈVE, UNE ONDE QUI DIT SE PROPAGER

Les salariés de radio France sont en grève reconductible contre un plan de restructuration imposé par l'État qui implique 380 suppressions de postes. Fleur Pellerin, la ministre de la culture, a justifié récemment la stagnation des financements : « on demande des efforts à tout le monde ». À tout le monde, pas si sûr quand on voit le dernier cadeau fiscal de 2,5 milliards fait par le gouvernement au patronat.

Les salariés ne l'entendent pas de cette oreille, et ils utilisent leur meilleure arme : la grève !

PAS DE PRISON POUR GAËTAN ET LES AUTRES CONDAMNÉS POUR AVOIR MANIFESTÉ

Fin 2014, les arrestations arbitraires se sont multipliées en marge des manifestations toulousaines, suite à la mort de Rémi Fraisse sur le site du futur barrage de Sivens. Depuis, les condamnations pleuvent. Gaëtan, étudiant à l'université du Mirail à Toulouse, vient d'écopier de deux mois fermes. D'autres condamnations à de la prison ferme ont été confirmées, toujours sous le même prétexte de violences... contre la police !

C'est à l'évidence une justice de vengeance, répondant à la dénonciation des violences policières, elles bien réelles et qui ont conduit au tir de grenade qui a tué Rémi Fraisse.

La mobilisation contre l'emprisonnement de Gaëtan et de ses camarades s'organise. Apportons-y notre soutien !

Pour nous contacter :
Tél : 06 33 55 00 27
COURRIEL : NPA.SARTHE@GMAIL.COM